
Une mosquée en Martinique

Liliane Kuczynski



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/22307>
DOI : 10.4000/assr.22307
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2010
Pagination : 25-46
ISBN : 978-2-7132-2255-9
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Liliane Kuczynski, « Une mosquée en Martinique », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 151 | juillet-septembre 2010, mis en ligne le 20 octobre 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/22307> ; DOI : 10.4000/assr.22307

Liliane Kuczynski

Une mosquée en Martinique

Lorsqu'on quitte le centre de Fort-de-France en direction du nord verdoyant de la Martinique, on peut apercevoir, en bord de route, un vaste bâtiment en construction, de style oriental, avec arches, coupole et minaret. Ignorée des uns, servant à d'autres de simple point de repère spatial, ou considérée comme une curiosité, cette future mosquée a également focalisé bien des débats et des polémiques encore vivaces dans une île qui est toujours, selon les mots d'un musulman, « le pays des catholiques ». Mais c'est au sein même du groupe musulman qu'elle a donné lieu à force discussions et dissensions. Ce groupe s'est forgé progressivement à partir des années soixante-dix, date avant laquelle, en Martinique, l'islam était invisible. Il n'était pratiqué que par quelques familles palestiniennes et se réduisait souvent à certains gestes dans un cadre familial. Puis sont arrivés dans l'île des Africains de l'Ouest, à l'imprégnation musulmane beaucoup plus forte, mais qui ne se manifestait, elle aussi, que dans un cadre privé. Ces familles et ces hommes, en nombre infime, n'étaient pas identifiés comme musulmans par la population martiniquaise, ne se revendiquaient pas comme tels. Cette situation va se modifier, à la fin de la décennie soixante-dix, avec l'arrivée d'une personnalité charismatique qui a immédiatement eu pour objectif de développer l'islam et d'organiser dans l'île un espace musulman, projet repris par d'autres et dont l'un des aboutissements est aujourd'hui la mosquée encore inachevée. L'histoire de cette fondation et l'analyse de ses étapes éclairent la complexité de l'islam dans une île multiculturelle régie par la loi de 1905 sur la laïcité.

Création d'un espace musulman

Dans les années soixante-dix, la crise de l'industrie sucrière fait affluer vers les quartiers urbains déjà surchargés de Fort-de-France un prolétariat rural sans travail. Cette urbanisation s'accompagne de l'effritement des repères traditionnels (tels les relations d'entraide, le « coup de main »). C'est l'époque de la remise en cause de la départementalisation de l'île, acquise en 1946, et de la contestation du discours assimilationniste visant à niveler la Martinique aux

valeurs de la métropole. Perte de confiance dans le catholicisme conçu comme une religion imposée par les colons, retour à l'Afrique pour les jeunes générations, développement du rastafarisme sont quelques-unes des manifestations de ce bouleversement et de cette effervescence identitaire. Cette période voit l'essor de courants ésotériques et de nouvelles pratiques religieuses telles le Mahikari venu du Japon ; elle est marquée par le développement de nombreuses Églises fondamentalistes, évangéliques, adventistes, témoins de Jéhovah... (Massé, Poulin, 2000). C'est dans ce cadre que se situe l'émergence de l'islam en Martinique.

L'autre fait notable de cette période est l'accroissement de mouvements migratoires qui amènent dans l'île des populations de divers continents ; ils sont caractérisés par des allées et venues incessantes entre la Martinique et les pays d'origine, la France métropolitaine et d'autres régions du monde – déplacements qui sont aussi le fait des Martiniquais eux-mêmes (Géode Caraïbe, 2007). Parmi ces migrants se trouvent des musulmans : l'islam en Martinique a toujours été largement alimenté par des musulmans venus de l'extérieur de l'île. Mais quelques Martiniquais, convertis en métropole dans divers cadres ou en Afrique (Kuczynski, 2007), commencent à revenir provisoirement ou définitivement dans leur île. Ces conversions sont elles-mêmes à situer dans le mouvement d'expansion de l'islam qui débute dans le monde entier à partir de la fin des années soixante-dix.

L'émergence de l'islam

C'est dans ce contexte d'effervescence qu'en 1974, arrive en Martinique un marabout d'origine malienne, venu aux Antilles pour accroître sa clientèle. Fodé Marega a auparavant exercé à Paris le rôle de « guérisseur » et acquiert à Fort-de-France une réputation dans ce domaine qui dépasse très rapidement les milieux ouest-africains. Ceux qui l'ont côtoyé le décrivent comme un homme très actif, affable, largement connu dans la ville. Ils évoquent encore aujourd'hui sa prestance et le saisissement ressenti à la vue de ce personnage arpentant les rues, souvent vêtu très naturellement à l'africaine, chose alors peu commune – vêtement que la mémoire encore éblouie de ceux qui l'ont croisé transforme en un grand boubou blanc. C'est aussi le décor musulman de sa maison (les calligraphies en arabe, les chromos de la Kaaba, les tapis de prière...) qui frappe ceux qui la fréquentent. Car ce marabout est un musulman convaincu. Les premiers Martiniquais qu'il convertit sont parmi ceux qu'il a soignés. Mais l'homme lui-même, son mode de vie et toute cette esthétique musulmane inconnue attirent des hommes et des femmes engagés dans « un long cheminement de recherche » (Kuczynski, 2008a). Cette découverte est, elle aussi, une voie vers la conversion de plusieurs Martiniquais et Martiniquaises venus de diverses religions chrétiennes. Très vite, cet homme se pénètre de la mission de répandre l'islam en Martinique. Rassemblant autour de lui Martiniquais convertis et Africains de

l'Ouest isolés, il va trouver un par un dans leur boutique les commerçants palestiniens, les exhortant à retrouver la pratique de l'islam. C'est en créant tous ces liens entre des gens atomisés qu'il fait naître autour de lui le premier regroupement musulman de l'île. Dans sa maison de Trénelle, quartier populaire de Fort-de-France, il avait installé une salle de prière à son propre usage. Très vite, il ouvre cet espace privé à la prière collective, ce qui en fait la première mosquée de Martinique.

L'aura de Marega tenait certainement à sa personne, à l'énergie, à la tolérance qu'il dégageait. Mais l'effervescence de la Martinique de la fin des années soixante-dix était très propice à l'émergence de telles personnalités. Pour les Martiniquais, l'engouement de cette période pour les cultures et les vêtements africains, les périples que certains entreprennent vers ce continent, contribuent aussi à expliquer la fascination ressentie par l'apparition dans la ville d'une figure africaine hors norme et son évolution rapide en un leader charismatique.

L'émergence de ce personnage annonce le début d'une nouvelle période où, dans un territoire chrétien en plein bouleversement culturel et religieux, l'islam apparaît et se cherche une place. Le marabout malien a créé dans Fort-de-France un espace musulman fait de lieux en creux, encore peu stables et fragiles, tels sa propre maison, les habitations des musulmans, leurs boutiques, qui ont constitué pour ces derniers autant de repères permettant de les relier entre eux. Ce réseau, dont l'importance est majeure pour les personnes concernées, reste invisible aux autres citadins et ne marque pas encore l'espace urbain.



Le fondateur, Fodé Marega, dans sa maison de Trénelle, 1981 (cliché anonyme)

Première mosquée et projets d'expansion

Fin 1977, la mosquée établie dans l'habitation privée du marabout devient le centre de la vie musulmane de l'île. On y prie, on y célèbre les fêtes et tout événement signifiant de la vie du groupe, où hommes et femmes se côtoient. Les récits recueillis et les photos de cette époque donnent l'image d'une communauté multiculturelle conviviale. Une fois la prière finie, on converse, on discute des affaires de la cité, de commerce ; le marabout y dispense des cours de religion, des projets d'avenir s'y s'élaborent. Dans sa double fonction, à la fois espace de vie et de délibération, et lieu de culte et de socialisation religieuse, on peut la rapprocher de la première mosquée établie par le Prophète à Médine¹.

Très vite, cependant, les musulmans, de plus en plus nombreux, désirent officialiser leur existence. En 1978, à la suite de contacts pris avec le rectorat de la Grande mosquée de Paris, ils se structurent en association, sur le modèle de tous les groupes musulmans de France métropolitaine placés sous l'égide de cette institution. Le recteur d'alors, Si Hamza Boubakeur, nomme le marabout « imam délégué » pour la Martinique et en informe officiellement le maire de Fort-de-France, Aimé Césaire qui, en retour, témoigne « encouragement et sympathie » au nouvel imam². L'islam n'en devient pas visible pour autant et reste très largement ignoré de l'ensemble de la population. Cependant, l'un des premiers projets du groupe est de créer un foyer culturel, de construire une mosquée et de fonder une école. La recherche d'un local plus grand puis d'un terrain à construire est lancée. Dans une correspondance (19 avril 1979), Si Hamza Boubakeur déclare suivre attentivement les projets de « la petite et vaillante communauté musulmane de la Martinique » et promet l'aide financière de la grande mosquée de Paris. C'est aussi cette dernière qui fournit à l'imam les certificats de conversion. Ne se contentant pas de cet appui, le marabout imam s'adresse aux ambassades de nombreux pays musulmans et à la Ligue islamique mondiale pour promouvoir le développement de l'islam en Martinique et faire valoir ses besoins de financement. Mais, sans réels réseaux d'interconnaissance dans les pays sollicités, cet appel très ouvert à la solidarité de la *umma* restera sans réponse.

Fin 1979, le lien privilégié avec la Grande mosquée de Paris se défait brusquement et définitivement : son recteur retire sa confiance et sa délégation d'imam au marabout charismatique, avec l'argument qu'il est guérisseur³. Perdant sa fonction d'imam, le marabout malien risque l'expulsion. Plusieurs lettres de protestation émanant de son entourage sont adressées aux autorités administratives

1. *Masjid*, Encyclopédie de l'islam, t. 6, 1991 : 630-632.

2. Lettre du maire de Fort-de-France adressée, le 9 août 1978, à Son excellence Sim Hamiza (*sic*) Boubakeur. Une partie des archives laissées en Martinique par ce marabout fondateur a pu être consultée en 2008. Je remercie sincèrement son proche disciple, qui les a conservées, pour sa confiance et sa disponibilité à mon égard.

3. La façon dont cette information est parvenue aux oreilles du recteur reste encore mystérieuse.

et au recteur de la mosquée de Paris contre ces mesures jugées injustes. La plus significative, pour notre propos, a pour auteur l'ensemble du groupe musulman :

« (...) nous Musulmans de la Martinique, nous avons besoin de lui ici, car, nous lui accordons beaucoup de crédit. (...) Vous lui aviez à ce moment donné autorisation de créer un centre culturel, et le 20/7/78, vous l'aviez nommé Imam délégué, pendant tout ce temps, il nous a donné le bon exemple, aucune méchanceté de sa part n'a été reconnue, ce qui prouve, qu'il est un homme loyal. Il ne nous a jamais caché sa profession de guérisseur et nous sommes parfaitement satisfaits de lui (...) Dieu en est témoin, Monsieur Marega n'a ni tué ni volé, nous le savons, car nous sommes en contact avec lui puisque nous prenons nos cours comme nous voulons chez lui. Nous sommes vraiment désolés, nous musulmans arabes présents en Martinique, et nous déplorons vivement votre façon d'agir (...) vous nous mettez les bâtons dans les roues. (...) Si jamais vous abandonnez M. Marega, vous nous abandonnez aussi et du même coup le Bon Dieu et son prophète Mohamed et ses compagnons (...) Nous ne nous sommes pas rendus chez lui en Afrique, mais on sait que c'est un notable de caractère musulman. (...) » ⁴

Ces extraits témoignent avec force de l'unité du groupe derrière son imam, intégrant en particulier les musulmans « arabes », ceux-là mêmes que le marabout avait exhortés à pratiquer l'islam et qui semblent avoir tenu la plume. D'autres passages de cette longue protestation font état de l'établissement progressif d'une vie musulmane sous la conduite de l'imam et accusent la grande mosquée de Paris de ne pas avoir versé l'aide financière promise.

La situation du marabout fondateur finit par s'éclaircir grâce à l'intervention d'une association musulmane de métropole qui le légitime à nouveau comme imam de Martinique. Un Martiniquais musulman y est très actif. En 1980, le premier regroupement fondé à la demande de la Grande mosquée de Paris est remplacé par une double association musulmane, Le lien islamique universel, qui a une antenne en métropole et une autre en Martinique, dont le marabout redevenu imam est le président ⁵.

Le groupe martiniquais se développe : un abattage halal informel est créé par le marabout dans sa propre maison ; le premier enterrement musulman a lieu, les premiers mariages, impositions de nom, les premières demandes de changement de nom dans l'état civil (en faveur de noms musulmans). L'initiation à l'islam progresse sous l'égide de l'imam qui fournit notamment à ses fidèles des textes diffusés par l'association France-islam. Répondant aux demandes croissantes de ceux-ci en matière de connaissance musulmane, et ayant à l'esprit de faire de ses disciples martiniquais des « cadres religieux », il projette de les orienter plutôt vers les medersas d'Afrique ou d'Égypte que vers l'Arabie saoudite dont il craint le rigorisme. Il tente également de donner une visibilité à l'islam en faisant insérer des communiqués dans les journaux et à la radio pour annoncer et expliquer les fêtes musulmanes. Et le projet d'édification d'une mosquée se poursuit dans les

4. Lettre non datée, écrite très probablement fin 1979 ou début 1980.

5. Déclaration au *Journal officiel*, du 13 janvier 1981 pour la branche parisienne, du 8 février 1981 pour la branche martiniquaise.

têtes et sur le papier. En 1980, une demande est faite à un architecte martiniquais d'estimer le coût approximatif de la construction d'une mosquée : la somme totale est très élevée. Or le groupe ne dispose d'aucun appui matériel significatif. Faute d'argent également, c'est de façon très éphémère qu'un local est loué, en 1981, au centre-ville, pour abriter l'école et permettre de faire connaître l'islam à la population martiniquaise. L'un des buts de la double association devrait être de rechercher cette aide financière. La vie musulmane continue à Fort-de-France, dans l'enthousiasme des commencements mais dans un avenir matériel incertain. Les comptes rendus de l'association montrent l'implication croissante du Martiniquais musulman évoqué plus haut, et de quelques commerçants d'origine palestinienne vivant depuis longtemps en Martinique.

Contestation du marabout imam

En 1982, le groupe est à nouveau ébranlé, mais cette fois par une contestation née en son sein même. L'acteur principal en est ce musulman martiniquais vivant à Paris, très bien inséré dans le réseau associatif musulman réunissant étudiants et immigrés. Ce personnage au profil complexe (Kuczynski, 2008a) a été converti et formé à Paris au contact de Mohammed Hamidullah, savant et chercheur musulman d'origine pakistanaise, traducteur du Coran, fondateur, en 1963, de l'Association des étudiants islamiques de France et très lié à une mosquée du XVIII^e arrondissement dans laquelle il dispense ses cours (Godard, Taussig, 2007). Par ailleurs, ce musulman martiniquais a fait le voyage d'Afrique où il a rencontré Cheikh Touré, leader réformiste sénégalais, adversaire de l'islam confrérique et maraboutique.

Alors même qu'il avait contribué à stabiliser le marabout imam en Martinique, lui permettant de poursuivre son projet d'établir un centre musulman dans l'île, il s'attaque soudain à l'activité maraboutique de ce dernier qu'il condamne comme une « exploitation sacrilège de la religion »⁶, conformément à sa formation réformiste. Les arguments de Fodé Marega, qui ne nie pas son rôle de guérisseur mais le place sous l'égide de la médecine prophétique et affirme son désir sincère de développer l'islam en Martinique, ne sont d'aucun effet : un « comité de redressement » de l'association Le Lien islamique universel est créé dans le but d'en évincer l'imam marabout. Il est impossible, dans le cadre de cet article, de retracer toutes les guerres d'appareils associatifs, les dissolutions et reconstitutions de bureaux, les appels aux autorités administratives, les accusations et altercations parfois très rudes qui eurent lieu à cette époque. On retiendra simplement que le lien fort avec l'islam associatif de métropole, un temps salvateur pour le marabout imam, finit par jouer contre lui. Déclarant vouloir « assainir » la situation et « éviter finalement que les atteintes graves de l'intéressé [le marabout imam] ne soient des entraves à la bonne marche du travail au service de

6. Entretien décembre 1999.

l'islam » (lettre aux frères musulmans de Martinique, 15 mai 1982), le musulman martiniquais réformiste tente de refonder sur de nouvelles bases la branche parisienne du Lien islamique universel⁷ puis crée une nouvelle association nommée L'Entraide islamique mondiale à Paris (déclaration au *Journal Officiel* le 18 mai 1982). En Martinique, où il retourne alors, il installe, avec ceux qui le suivent, une nouvelle mosquée dans l'appartement d'une des premières Martiniquaises converties par le marabout imam mais qui se détourne de ce dernier⁸. Ce lieu de prières, situé dans le quartier Dillon, reste sans imam.

À partir de 1982-1983, il y a donc en Martinique deux espaces musulmans concurrents, appelés « mosquées », tous deux situés dans des appartements privés. L'ère du soupçon à l'égard du marabout fondateur, commencée à Paris, se poursuit en Martinique. Continuant son entreprise de « clarification » (*ibid.*) de l'islam, le Martiniquais réformiste approche notamment les commerçants palestiniens ; restés jusque-là aux côtés du marabout imam, ceux-ci finissent par s'en éloigner, se ralliant à la réprobation de son activité de guérisseur. Le groupe primitif s'amenuise mais se défend. Une brève visite de quelques-uns de ses membres à Trinidad où se tient, en 1982, la XVI^e Conférence de la mission islamique de la Caraïbe et de l'Amérique du Sud, montre sa tentative de s'ouvrir à un autre espace musulman que celui de métropole et atténue le sentiment d'isolement. Elle leur laisse aussi « un vague espoir d'une aide financière et technique pour la construction d'une mosquée » (lettre du 25 novembre 1982 à un correspondant parisien).

Malgré une situation assombrie par la discorde, ce projet reste central : alors qu'une boucherie halal est ouverte à Fort-de-France par le marabout imam, qui donne ainsi un début de visibilité à la vie musulmane dans cette ville⁹, les années 1983 et 1984 sont jalonnées par la recherche d'un terrain pour y édifier une mosquée, et par le projet de location puis d'achat d'une vaste maison à cet usage.

En 1984, le marabout imam déménage à Balata, un quartier quelque peu éloigné du centre ville ; il consacre à la mosquée tout un étage de sa maison. Cette propriété étant en vente, décision est prise par le groupe de tenter de l'acquérir. Il semble que l'appel, resté vain, fait à la Ligue islamique mondiale dès 1979-1980, ait été réitéré pour une aide financière et l'envoi d'une personne pouvant seconder l'imam dans sa tâche d'enseignement.

7. En la plaçant sous le patronage de Mohammed Hamidullah et du Cheikh Mujahid, président de la Fédération nationale des musulmans de France.

8. Déçue par l'inefficacité du traitement prescrit à un membre de sa famille par le marabout, néanmoins convertie par celui-ci à l'islam, elle est restée jusqu'à aujourd'hui une musulmane convaincue et est devenue une figure notable de l'islam martiniquais.

9. Agréé par la Mosquée de Paris, ce commerce a été très éphémère en raison du manque d'argent du groupe, de la mauvaise qualité du matériel acquis, et de l'absence de coopération des musulmans, peu intéressés à cette époque par l'achat de viande halal.

Si, cette fois, la demande reçoit une réponse, c'est vraisemblablement parce que d'autres aussi l'avaient faite, notamment des commerçants palestiniens établis en Martinique : l'un d'eux se rend, à cette période, en Arabie saoudite. En avril 1984, deux émissaires mandatés par un organisme saoudien viennent enquêter sur la situation de l'islam en Martinique. Quelque temps après cette visite, arrive un jeune musulman sénégalais ayant terminé ses études de théologie à Médine. Mandaté par l'organisme saoudien chargé des affaires islamiques à l'étranger pour enseigner la langue arabe et la théologie musulmane, il est bien reçu de tous. Mais une reprise en mains se prépare.

Un troisième personnage entre en scène. C'est un riche commerçant d'origine palestinienne, issu d'une des premières familles musulmanes arrivées en Martinique dès les années vingt, dans ce courant migratoire né à la fin du XIX^e siècle qui a conduit de nombreux Proche-Orientaux à fuir l'empire ottoman pour gagner l'Amérique latine et la Caraïbe. Né en Martinique, il retourne, à l'âge de treize ans, pour quelques années en Palestine où il reçoit, par sa mère, les rudiments d'une éducation musulmane. Rentré en Martinique, à vingt ans, pour seconder son père dans son commerce en pleine expansion, il y mène la vie de la jeunesse dorée de l'île. Mais, en 1981, il se rend à la Mecque et ce voyage « change tout »¹⁰. Selon ses dires, ce renouvellement de son adhésion à l'islam doit peu à l'action en Martinique du marabout imam, qu'il combat, lui aussi, pour son activité de guérisseur.

L'intervention de ce commerçant auprès des deux émissaires, les liens de sa famille avec l'Arabie saoudite (où vit une partie de ses membres) inversent définitivement les rapports de force entre les différents groupes. Une nouvelle guerre d'associations aboutit, le 3 novembre 1984, à la publication d'un « communiqué urgent » en première page du quotidien *France-Antilles* : le marabout imam et ses proches y apprennent la dissolution de leur association¹¹ et son remplacement par le Centre culturel islamique de Martinique dont le siège est situé dans un nouveau local, au centre de Fort-de-France. C'est là qu'est installée, à l'initiative notamment du commerçant d'origine palestinienne, une nouvelle mosquée qui prend pour imam l'enseignant d'arabe et de théologie sénégalais récemment arrivé dans l'île. Quant au musulman réformiste martiniquais à l'origine de la contestation du marabout imam, il est lui-même disqualifié. Avec la création de ce nouveau lieu de prière, auquel se rallient tous les « Arabes », nombre d'Africains et la plupart de ceux qui s'étaient déjà séparés pour prier dans la maison d'une Martiniquaise convertie, la rupture avec le marabout fondateur est consommée et ses fidèles, réduits désormais à quelques Africains et Martiniquais, sont marginalisés. Après l'échec de la tentative d'achat de la propriété de Balata, ce groupe, très affaibli, se déplace dans le nouvel appartement

10. Entretien janvier 2000.

11. Ce n'est qu'en 1986 que l'association Le lien universel, fondée par le marabout imam, sera rétablie légalement.

du marabout imam situé aux Terres Sainville, un quartier populaire de Fort-de-France, à quelques centaines de mètres de la nouvelle mosquée. En 1985, le marabout imam quitte la Martinique, où il ne reviendra que pour un court séjour en 1994. L'un de ses plus proches disciples martiniquais reprend la charge d'imam dans sa mosquée précarisée. Ces deux lieux de prière existent encore et aucune tentative de réconciliation n'a abouti jusqu'à présent. À la suite de cette division et du départ du marabout imam, nombre de Martiniquais convertis se détournent de l'islam.

La fin du modèle charismatique et maraboutique

Cette histoire de fondation très troublée, considérée par bien des musulmans comme une *fitna* (« scission ») est un cas exemplaire d'échec de la « routinisation du charisme » (Weber, 1971). On assiste, en effet, à une remise en cause de la légitimité religieuse et du capital charismatique de Fodé Marega ; les successeurs qu'il s'était désignés – ses disciples martiniquais – se voient eux aussi contestés. À la place de l'hérédité désormais résiduelle du fondateur s'est imposé un tout autre modèle, basé non sur le charisme mais sur une autorité représentant une institution : la Ligue islamique mondiale et les instances saoudiennes, qui envoient en Martinique un imam diplômé. C'est notamment sur cette absence de « diplôme », au sens universitaire du terme, que le Martiniquais réformiste avait fondé sa condamnation du marabout imam, tenant pour rien la formation de ce dernier reçue auprès d'un maître gambien, formation traditionnelle dans l'Afrique musulmane.

Cependant, le marabout imam s'était lui-même appuyé, pour conforter sa légitimité charismatique, non sur un mouvement religieux mais sur le secteur associatif qui structure l'islam en France. Comme on l'a vu, il a été tantôt renforcé voire protégé, tantôt affaibli par le jeu des dissolutions et refondations d'associations. C'est aussi sur cette légitimité administrative légale que le musulman martiniquais réformiste, homme d'appareil, tentera de se fonder pour retrouver sa place dans l'islam de Martinique¹². Il faut également noter que ce n'est pas le leadership religieux à proprement parler que les contestataires du marabout imam ont visé mais bien plutôt la gestion globale, politique de l'islam en Martinique.

Il n'empêche que ce changement de modèle se base sur des arguments religieux : l'accusation de maraboutisme court, en effet, dans toute la fondation de l'islam en Martinique. Cette condamnation, très classique dans l'islam rigoriste puisqu'elle a été formulée dès le ^{xiv}e siècle par le théologien hanbalite Ibn Taymiyya, a conduit à évincer le marabout imam dont la pratique, jugée impure par ceux qui l'ont contestée, ne pouvait à leurs yeux constituer un bon départ pour l'islam

12. Dans les années quatre-vingt-dix, il se dit délégué pour les Antilles-Guyane de la Fédération nationale des musulmans de France.

dans l'île. Notons, à ce propos, que plusieurs sensibilités religieuses traversent l'histoire musulmane de la Martinique, depuis celle de l'Afrique confrérique mais aussi réformiste, jusqu'aux divers courants animant l'islam de France métropolitaine, et pour finir celle de l'Arabie saoudite, représentée aujourd'hui dans une forme tolérante et modérée par l'imam sénégalais.

Mais ces choix religieux sont-ils les seuls à pouvoir expliquer la mise à l'écart du marabout imam ? Il reste dans l'ombre des différends commerciaux entre ce dernier et le musulman réformiste martiniquais, d'une part, des familles palestiniennes, d'autre part ¹³, qui ont très probablement avivé les conflits. Ces relations ambiguës, où la collaboration commerciale voisine avec la contestation religieuse, tempèrent le poids de cette dernière dans la reprise en mains de l'islam qui se joue entre 1982 et 1984.

De cette figure du marabout imam, il reste aujourd'hui un portrait très contrasté. Ceux qui l'ont combattu insistent, avec plus ou moins de virulence, sur l'ambivalence de son action entre religion et commerce, sur les limites de son savoir en matière d'islam, sur ses absences fréquentes hors de l'île, qui à leurs yeux nuisaient au dynamisme de l'islam, sur sa mauvaise maîtrise de la langue française... Ceux qui l'ont suivi font de ses années de présence à leurs côtés une période utopique et l'évoquent comme un père, un guide, un maître entièrement dévoué à l'enseignement des valeurs musulmanes. L'idéalisation de la mémoire transfigure ce personnage en une sorte de héros de conte (Propp, 1970), venu de loin pour remplir une mission, rencontrant des agresseurs et des rivaux, affrontant épreuves et trahisons, et repartant pour une nouvelle quête...

Quoi qu'il en soit de ces opinions contraires, le rôle de défricheur, de fondateur et d'organisateur d'un espace musulman en Martinique n'a jamais été contesté à Fodé Marega, même par ses détracteurs les plus virulents. Lors de sa mort, en 2000, la plupart des musulmans sont venus prier dans la dernière mosquée qu'il avait établie à Fort-de-France.

Édification d'une mosquée

La création d'une nouvelle mosquée avec un imam mandaté par un organisme saoudien, le départ du marabout imam inaugurent une nouvelle étape pour la vie musulmane en Martinique. Les deux lieux de culte issus de la scission ont aujourd'hui une importance très inégale : alors que la mosquée du marabout fondateur ne reçoit qu'une poignée de fidèles et ne se maintient que par la volonté

13. Tout en s'efforçant de construire l'islam dans l'île, le marabout avait tenté de faire du commerce en même temps que son activité de guérisseur. Son différend avec une famille d'origine palestinienne se termina au tribunal. Il est encore très difficile d'éclairer ces affaires commerciales sur lesquelles chacun garde le silence.

de son disciple le plus proche, la plus récente est devenue largement majoritaire et, lors de la prière du vendredi, l'espace devient insuffisant.

Ces deux mosquées sont actuellement entièrement dévolues à la religion et à la sociabilité musulmane et ne sont plus une extension de l'habitation de l'imam comme c'était le cas au temps du marabout fondateur. Elles sont établies dans les étages d'immeubles marchands ou d'habitation, et seraient presque banalisées s'il n'y avait une discrète plaque, qui parfois s'efface, à leur porte. Leur localisation les rend quasiment invisibles aux habitants de l'île non concernés par l'islam. Cette discrétion, qui perdure aujourd'hui en Martinique, est aussi le fait de nombreux lieux de culte évangéliques ou jéhovistes, installés dans de semblables bâtiments ; concernant l'islam, cette situation est identique à celle qui a prévalu en métropole jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix (Galembert, 2004).

Pourtant, comme on l'a souligné, le projet de construire une mosquée et d'assurer une visibilité à l'islam dans l'île avait été formulé, dès 1978, par le marabout imam et le groupe rassemblé autour de lui ; mais, faute d'argent, d'entregent, il n'avait pu être réalisé. L'idée va être développée par les animateurs de la nouvelle mosquée.

Reprise conflictuelle d'un projet ancien

Publiquement réaffirmé, en 1985, dans un article du journal *France-Antilles* consacré à « l'Islam en Martinique » (4 octobre 1985), le projet, d'abord collectif, a été très vite dominé par le commerçant d'origine palestinienne qu'on avait vu très actif dans l'éviction du marabout fondateur. Trésorier de la nouvelle association, il s'est imposé comme son porte-parole, son responsable et son négociateur. C'est à la Ligue islamique mondiale et aux instances saoudiennes qu'avaient été faites les plus récentes demandes de financement. Aux yeux de ces organismes, la nouvelle association, avec son imam formé à Médine, la surface sociale et financière de certains de ses membres, particulièrement celle de son trésorier palestinien, constitue-t-elle sans doute une communauté plus crédible que celle du marabout fondateur : c'est à elle que sont attribués les financements.

Cette nouvelle, bien accueillie par tous ceux qui y voient l'ébauche d'un nouvel essor que le marabout imam n'avait pu donner, ne fait qu'attiser le ressentiment de ceux, en particulier des musulmans martiniquais, qui avaient participé aux tentatives vaines de ce dernier. Accaparement de fonds, sabotage, récupération : c'est en ces termes virulents qu'ils fustigent la reprise d'un projet dont la réalisation leur échappe – et à laquelle ils ne seront pas associés.

Mais c'est moins l'ensemble du groupe de la nouvelle mosquée que « les Arabes », dont font partie le commerçant trésorier et sa famille, qui sont accusés d'usurpation d'héritage. Dans la petite revue ronéotée qu'il tente de diffuser dans

les années 1998-1999¹⁴, le musulman martiniquais réformiste, lui aussi évincé du projet, condamne un « lobby », une « puissance d'argent », une « logique de clan », qui auraient, à ses yeux, remplacé la « logique de gourou » du marabout imam : « c'est l'ethnicité arabe qui prime sur la religion »¹⁵, entrant en contradiction avec l'égalitarisme de la *umma*. Ce qu'il considère comme une volonté de contrôle des « Arabes » sur l'islam de Martinique lui paraît d'autant plus déplacé que ceux-ci, premiers musulmans à s'établir dans l'île, n'ont en rien contribué à l'expansion de l'islam avant l'arrivée du marabout fondateur. À cela s'ajoute la sourde humiliation née de la condescendance, réelle ou supposée, du regard que ces musulmans de naissance porteraient sur les Martiniquais convertis.

Au-delà de simples luttes de pouvoir, cette acrimonie masque un sentiment de domination symbolique plus profond : c'est la légitimité des musulmans martiniquais à « prendre en main [leur] propre destinée religieuse »¹⁶ et à construire sur leur propre terre qui se trouve bafouée. Cette revendication très forte d'un droit dû à l'autochtonie, qu'il faut faire remonter à la libération de l'esclavage en Martinique et à la réappropriation du territoire par ses habitants, entraîne le musulman martiniquais réformiste à condamner ce qu'il nomme l'« exploitation libano-syrienne » sur l'île, qu'il compare à celle des Békés¹⁷. À cette véhémence il faut opposer la remarque d'une musulmane martiniquaise qui considère avec philosophie que la mosquée étant construite sur le territoire des Martiniquais, elle leur appartiendra, quel que soit son bâtisseur.

Pourtant cette question très vive de l'autochtonie permet précisément d'expliquer pourquoi des musulmans d'origine palestinienne se sont investis dans ce projet d'édification d'une mosquée. Outre tous les arguments déjà développés (l'argent et l'entregent), ils sont, avec les Martiniquais, les plus anciens dans l'île (quatre ou cinq générations) et les plus stables, ce qui n'empêche ni des allées et venues entre la Martinique, la Palestine et les différents pays où s'est établie la diaspora palestinienne ni des ancrages familiaux et commerciaux multiples (Dubost, 2000). Certains d'entre eux s'expriment en créole depuis l'enfance, se sentent chez eux dans l'île dont ils maîtrisent tous les codes sociaux et culturels. Ils peuvent ainsi rivaliser d'autochtonie avec les Martiniquais eux-mêmes et désirer, eux aussi, s'inscrire dans le territoire martiniquais. Cette tension forte entre

14. *Al Motamar* (« Le congrès »). Cette revue à diffusion locale extrêmement restreinte n'a sorti que quelques numéros.

15. Entretien janvier 2000.

16. *Al Motamar*, novembre-janvier 1997-1998, p. 10.

17. Blancs créoles de la Martinique, accusés de détenir encore aujourd'hui une position économique dominante sans rapport avec leur nombre. Ce rapprochement entre Békés et « Arabes » masque la conscience d'une autre lourde similitude : dans la hiérarchie « socio-raciale » martiniquaise, les uns et les autres sont considérés comme « Blancs » et réputés inaccessibles aux autres Martiniquais ; ce qu'un musulman martiniquais ajoute en ces termes à son acrimonie envers la reprise par les « Arabes » du projet de mosquée : « leurs femmes [des "Arabes"] sont inabornables et les Martiniquaises sont jetables comme des kleenex » (entretien janvier 2000).

« Arabes » et Martiniquais n'existe pas avec les Africains et les musulmans d'autres contrées venant en Martinique, dont la présence dans l'île est moins permanente.

L'assurance, maintes fois répétée, que la nouvelle mosquée à construire serait celle de l'ensemble des musulmans n'empêche pas quelques musulmans martiniquais, se référant aux versets 107-110 de la sourate 9 du Coran¹⁸, d'exprimer encore aujourd'hui leur refus radical de cet édifice né, selon eux, de la scission et de l'usurpation ; ce que l'un d'eux résume ainsi : cette mosquée « est jolie peut-être, mais ses fondations ne sont pas bonnes »¹⁹. Il faut noter que ces querelles, nées autour de 1985, sont presque inconnues des plus jeunes générations de musulmans et de ceux qui sont arrivés postérieurement dans l'île.

Propositions divergentes

Avant même d'être construite, la forme que devrait prendre la nouvelle mosquée provoque de multiples débats. Le premier est celui de la visibilité. Pour les uns, le temps n'est pas encore venu de « s'exhiber », dans un milieu où l'islam est inconnu, voire souffre auprès de la population martiniquaise d'une image troublée par les luttes politiques et religieuses des pays où il est pratiqué (Kuczynski, 2008b) ; et certains jugent prématuré de construire un édifice avant que les musulmans de Martinique soient réconciliés. À l'inverse, d'autres parient sur ce nouveau lieu pour les réunir. En outre, si, en France métropolitaine, les années quatre-vingt-dix voient se renforcer la volonté des musulmans de s'affirmer dans l'espace public, ce désir s'exprime avec plus de réserve en Martinique où le particularisme minoritaire, religieux ou culturel, a tardé à se manifester ouvertement ; ainsi, ce n'est qu'en 2003, lors de la célébration du 150^e anniversaire de l'arrivée des premiers engagés indiens en Martinique, que l'hindouisme et la culture tamoule, longtemps méprisés, se sont montrés au grand jour, ont reçu une reconnaissance officielle et que les temples ont été rénovés et repeints (Calmont *et al.*, 2008).

Un second débat concerne la conception même du futur édifice : simple lieu de prières, ou véritable centre culturel propice à la convivialité d'un groupe musulman hétérogène, et proposant diverses activités ? Actuellement, dans la plus importante des deux mosquées, se tiennent des cours d'arabe et de religion et quelques causeries sur l'islam ou des thèmes liés, activités souvent organisées, depuis 2006, par une association de femmes musulmanes. Mais en dehors des heures de prières, la fréquentation de la mosquée reste peu soutenue. L'initiative de quelques-uns d'animer des conférences ou des projections de films montrant l'islam non seulement comme une religion mais comme un ensemble de cultures très diverses a peu intéressé les habitués du lieu.

18. Ces versets évoquent la construction à Médine d'une mosquée rivale de celle du Prophète.

19. Entretien mars 2008.

À la fin des années quatre-vingt-dix, le musulman martiniquais réformiste évoqué plus haut avait conçu un projet différent. Replié à Rivière-Pilote, dans le sud de la Martinique, depuis son échec de refondation de l'islam, il avait établi dans sa maison une salle de prière, un emplacement pour l'école et les réunions, une librairie-bibliothèque proposant des textes religieux et des ouvrages sur l'islam. Il avait aussi construit quelques bungalows pour recevoir les « frères » venant de l'extérieur de l'île et projetait de créer un petit restaurant. Pour diverses raisons, ce centre musulman n'a jamais fonctionné et a aujourd'hui disparu.

Face à des musulmans tournés avant tout vers l'orthopraxie religieuse, généralement peu friands d'autres activités que la prière ou la lecture du Coran, concevoir la nouvelle mosquée comme un centre culturel semble donc une gageure. Deux optiques s'affrontent : celle de l'entre soi religieux et celle tendant à l'ouverture notamment vers la population martiniquaise non musulmane, dans le but de mieux faire connaître l'islam dans une île où son image est troublée.

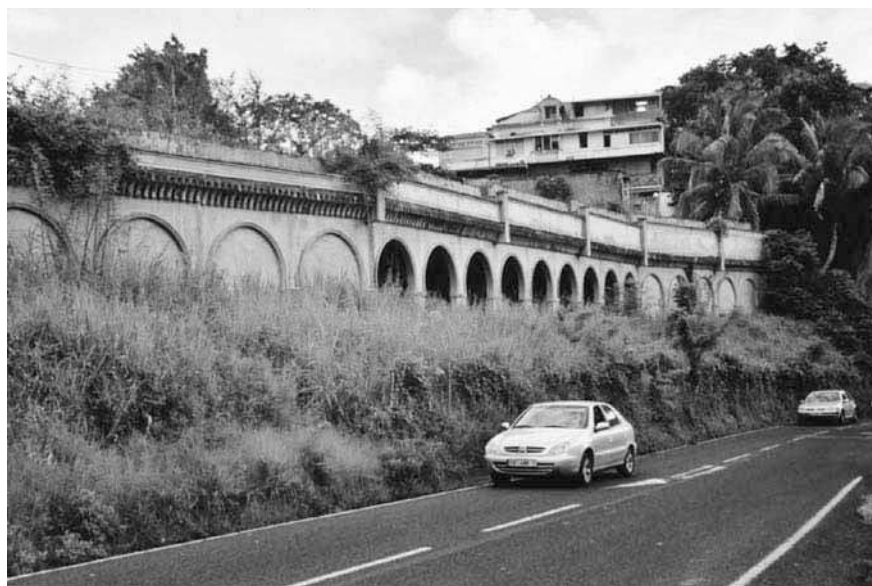
La question de l'architecture de cette nouvelle mosquée découle de ces débats. Tandis que les uns se contenteraient d'un simple local plus grand, d'autres se rallient à une construction modeste, voire se fondant dans le paysage martiniquais. Chacun projette sur l'édifice futur son propre imaginaire, qui évoquant les mosquées blanches baignées de soleil du désert algérien, qui l'architecture de terre sahélienne... Cette sobriété est justifiée autant en référence à la simplicité de la mosquée du Prophète que par le souci de ne pas se singulariser en édifiant « un monument pour montrer à je ne sais qui ». D'autres encore préconisent une construction dans le style des maisons créoles. Notons qu'en Martinique, hormis les temples hindouistes, très discrets et situés pour la plupart dans le nord de l'île, aucun édifice religieux contemporain ne se signale par une recherche architecturale particulière, pas plus les nombreux temples adventistes ou évangéliques (dont certains sont plutôt remarquables par leur taille imposante) que la synagogue inaugurée en 1996. Ce projet d'inscription d'un édifice musulman dans le style local évoque bien d'autres contextes d'islam minoritaire. Mais à l'évidence, cette « naturalisation » créole correspond aussi, de la part des musulmans martiniquais, à une revendication identitaire forte, qui complète celle relative à l'autochtonie évoquée plus haut.

C'est précisément une autre affirmation identitaire qui se fait également jour : pour le petit nombre de musulmans décidés à rompre avec l'invisibilité de l'islam sur le territoire martiniquais, l'architecture musulmane s'impose, avec ses arches, ses coupes, ses jardins, son minaret, afin de rendre le nouvel édifice clairement identifiable. Cette référence orientale audacieuse et cette ambition esthétique sont à leur tour âprement discutées : ce qui est pour les uns célébration d'Allah par la beauté monumentale n'est pour les autres qu'apparat, ostentation, plus appropriés à un musée qu'à un lieu de culte, et détournement de la prière.

Enfin, le débat sans doute le plus fondamental concerne l'opportunité même d'ancrer la présence musulmane dans l'île alors que, comme on l'a souligné, la

majorité des musulmans n'est que de passage et se renouvelle constamment. Dans ce contexte, l'initiative de la construction d'un édifice appartient à la minorité la plus sédentaire sans que les autres, se satisfaisant des salles de prières existantes, s'y investissent ou s'y impliquent financièrement. Ce déséquilibre est amplifié par la faiblesse numérique du groupe des musulmans en Martinique et par sa composition socio-économique²⁰.

Dans un milieu insulaire paradoxal, essentiellement mêlé mais très prompt au nivellement culturel, ces réflexions et polémiques autour du projet d'une mosquée dessinent en filigrane l'état des groupes musulmans de l'île dans les années quatre-vingt-dix, partagés entre affirmation de soi et intégration à la société martiniquaise, entre pusillanimité et fierté de minoritaires, entre revendication d'autochtonie et appartenance à la *umma*.



Mur de soutènement de la mosquée, 2002 (cliché L. Kuczynski)

Une construction semée d'embûches

Au début des années quatre-vingt-dix, le groupe conduit par le riche commerçant d'origine palestinienne tente d'acheter l'ensemble de l'immeuble où est installée la plus grande salle de prières, puis cherche un emplacement dans le centre de Fort-de-France. Faute de mieux, il se rabat enfin sur l'acquisition d'un

20. Le nombre des musulmans de Martinique, difficilement quantifiable, est d'environ cinq cents personnes, soit 1,5 % de la population totale. Hormis quelques riches commerçants et quelques cadres, le niveau économique de la plupart des musulmans est assez bas.

terrain à bâtir qui, ironie du sort, se situe dans ce même quartier excentré de Balata où l'imam fondateur avait établi sa salle de prières, en 1984²¹. Dans son édition du 31 janvier 1994, le journal *France-Antilles* présente les premiers travaux de terrassement sur ce terrain escarpé et le plan de la façade principale du futur centre culturel islamique. Après une première esquisse d'un orientalisme standardisé élaborée par un cabinet d'architectes martiniquais, c'est finalement un projet concurrent qui a été proposé par le commerçant palestinien devenu maître d'ouvrage : la reproduction d'une mosquée de la ville d'al-Bireh (Palestine), berceau de sa famille. Les adaptations nécessaires de ce modèle aux normes urbanistiques en vigueur, confiées d'abord à un second cabinet d'architectes martiniquais, sont finalement dessinées par un ingénieur d'origine algérienne fréquentant la mosquée et féru de cultures musulmanes.

Balayant ces réticences et oppositions, c'est la construction d'une mosquée monumentale qu'ont choisie le commerçant et ses assistants, l'un de ces édifices imposants ayant vocation de rassemblement, qu'on qualifie souvent du nom de « mosquée cathédrale » (Adelkah, Moussaoui, 2009 : 16). Au-delà d'une simple référence orientale, l'option architecturale, au départ très ouverte, traduit le poids d'une mémoire particulière, celle des origines palestiniennes du maître d'ouvrage. Certes, tous les musulmans de l'île n'y ont pas vu le signe d'une véritable emprise, certains soulevant peu d'objections, d'autres ignorant tout du modèle privilégié ; mais celui-ci a fourni un argument de plus aux adversaires de l'« hégémonie arabe ». Si l'entreprise ambitieuse et presque solitaire de cet homme suscite admiration ou agacement, principalement en raison de la place que son pouvoir financier lui a permis d'acquérir au sein de la mosquée, c'est surtout la taille de cet édifice prestigieux qui fait l'objet de nombreuses critiques, un édifice considéré comme hors de proportion avec les besoins et les moyens financiers des musulmans de l'île. De fait, le financement venu dans une faible mesure de dons locaux et surtout d'Arabie saoudite – ce que bien des musulmans déplorent, craignant une inféodation à ce pays et à ses valeurs religieuses – n'empêche pas qu'à maintes reprises, la construction, débutée à la fin des années quatre-vingt-dix, soit suspendue faute d'argent. La complexité de l'architecture, très inhabituelle pour les entreprises de bâtiment martiniquaises, explique aussi cette lenteur : la réalisation du dôme central et du minaret a représenté un véritable défi, comme le note fièrement un journaliste (*France-Antilles*, 5 septembre 2006) ; sans compter des dépassements de devis et des dépôts de bilan, source supplémentaire de conflits et de ralentissement. En 2010, seul le gros œuvre est presque terminé ; l'aménagement intérieur et la décoration seront réalisés ultérieurement, non par des

21. Le toponyme Balata tire son origine du nom d'un des arbres qui constituaient le couvert forestier de la Martinique à l'époque amérindienne. À ma connaissance, aucun rapprochement n'a été fait avec le camp de réfugiés palestiniens de Naplouse qui porte ce même nom. Le choix de ce lieu pour y édifier une mosquée est purement conjoncturel et ne revêt aucune signification particulière.

Martiniquais mais par des ouvriers venant spécialement du Maroc. Très rapidement envahi par la végétation lorsque les travaux s'interrompent, le terrain de la nouvelle mosquée est de temps à autres pieusement débroussaillé par quelques fidèles. Cet édifice inachevé n'a encore ni fonction ni nom. En 2006, le riche commerçant bâtisseur déclarait : « Nous avons tout notre temps, et ce n'est pas une mosquée à proprement parler, mais un lieu de rencontre culturelle et d'échanges ouvert à tous les Martiniquais » (*id.*) Les adversaires de ce projet ambitieux remarquent, avec amertume, qu'une construction plus modeste aurait été depuis longtemps terminée et ceux qui y adhèrent renoncent peu à peu à se projeter dans un achèvement sans cesse reculé.

Mais il ne faut pas oublier que la Martinique est un département français où toute construction doit être soumise à l'approbation des municipalités. Dans le contexte métropolitain de la fin des années quatre-vingt, seule la mosquée de Mantes-la-Jolie a été édifiée, dans des circonstances qui montrent que « la reconnaissance du culte islamique ne va pas de soi » (Galembert, 2004 : 384). À partir du milieu des années quatre-vingt-dix, une évolution se produit à la faveur de nombreux rappels des libertés publiques en matière religieuse et du projet politique de constitution d'une instance représentative des musulmans. Les constructions de mosquées se multiplient, mais on connaît bien les tensions qu'elles engendrent, tant au niveau politique que dans la société civile.

En Martinique, la présence de musulmans est loin d'avoir été érigée en problème politique national, en raison de la multiplicité des groupes religieux dans l'île mais aussi du faible nombre des musulmans, de leur discrétion et de leur modération religieuse : ils n'ont jamais défrayé la chronique locale. Cependant, lorsqu'il s'est agi de construire la mosquée, ils ont rencontré, de la part de certains élus municipaux, les mêmes objections que celles largement utilisées en métropole. Sans aucun conflit sur le fond, ce qui aurait été en contradiction avec la loi sur la laïcité et avec l'apparence que donne la mentalité martiniquaise²², ce sont les arguments techniques classiques qui ont longtemps bloqué l'octroi du permis de construire : la question des places de stationnement, indispensables en zone urbaine pour tout édifice recevant du public, celle de l'accueil pour les handicapés, et surtout la non conformité au Plan local d'urbanisme en raison de la hauteur prévue du minaret, qui a dû être nivelée à celle des bâtiments privés (8m50)²³. C'est finalement grâce à l'intervention du maire d'alors, Aimé Césaire, auprès duquel une délégation de musulmans était venue plaider la cause de la mosquée, que ces obstacles ont pu être levés (Kuczynski, 2008b). En outre, se

22. « La situation ici n'est pas du tout celle de la métropole, ici on ne s'occupe pas de ce que fait l'autre » (entretien avec la responsable de la planification et de l'urbanisme à la mairie de Fort-de-France, février 2004).

23. Par souci de conciliation, certains musulmans étaient même partisans de sa suppression totale.

conformant à la laïcité la plus stricte, contrairement à quelques villes de métropole, la municipalité de Fort-de-France n'a attribué ni bail emphytéotique ni financement d'aucune sorte²⁴ ; la construction de la mosquée reste ainsi entièrement privée.

Cependant, si de telles exigences techniques, toutes recevables, certes, mais très pointilleuses, ont pu être avancées, c'est parce que les riverains s'étaient constitués en association pour exprimer avec force leur hostilité à ce voisinage, vu comme une source probable de nuisances pour leur quartier. En effet, le terrain acquis par les musulmans, pour éloigné qu'il soit du centre ville, n'en est pas moins situé dans un lotissement très résidentiel que ses habitants cherchent à protéger d'une intrusion étrangère. C'est une série d'arguments bien connus qu'ils ont mis en avant : la crainte de l'envahissement du quartier par la foule des musulmans, la peur de l'appel du muezzin, le refus d'une architecture si différente, la contrariété d'avoir vue sur ce bâtiment plutôt que sur des vergers... À la question de la modification de leur cadre de vie s'ajoute très clairement une vision négative de l'islam, sans rapport avec la connaissance réelle des musulmans de l'île et de leurs pratiques²⁵. C'est pourquoi ces derniers ont tenté auprès des riverains une entreprise de pédagogie... à l'occasion de laquelle ceux-ci ont découvert avec surprise un musulman derrière le commerçant « syrien » qui leur était si familier !

D'autres raisons privilégiant une certaine symbolique urbaine ont été avancées contre la construction de la mosquée, à commencer par la question de l'architecture : les dômes, le minaret, le style oriental seraient aussi incongrus qu'un chalet suisse au centre de Fort-de-France²⁶. Si cette comparaison est inadéquate puisque le premier cas est l'expression d'un groupe religieux vivant sur le territoire martiniquais tandis que le second répond à un climat bien précis qui n'est en rien celui de l'île, elle laisse poindre l'idée qu'il faudrait défendre une unicité architecturale créole dans un milieu pourtant constitué d'apports divers et dont l'un des fleurons, la bibliothèque Schoelcher, est d'un style très éclectique. Cette revendication traduit un certain conservatisme qui trouve en Martinique ses partisans à côté de l'idéologie plus facilement mise en avant de la créolisation.

C'est une autre symbolique urbaine qui est invoquée par ceux que gêne la proximité de la mosquée en construction avec la basilique du Sacré-Cœur de Balata, haut lieu du « catholicisme créole » fait de dévotions aux saints, de pèlerinages, de proximité avec les morts (*L'Église martiniquaise*, 2001). Cet imposant édifice, réplique du Sacré-Cœur de Paris, qui domine la baie de Fort-de-France,

24. Aucune demande dans ce sens n'a d'ailleurs été formulée par les musulmans porteurs du projet.

25. En Martinique, l'appel à la prière se fait à l'intérieur de la mosquée, à voix nue ; il est à peine audible de l'extérieur.

26. Entretien avec l'un des architectes pressentis pour la mosquée auquel ce reproche a été adressé (novembre 2009).

est pourtant invisible du lotissement où est située la mosquée. Dans le même registre, c'est, autant qu'une exigence purement urbanistique, le souci de conserver à la cathédrale de Fort-de-France et au Sacré-Cœur une hauteur supérieure à celle de la mosquée qui a contraint les musulmans à baisser la hauteur du minaret. Clocher contre minaret : cette concurrence symbolique entre les religions est loin d'être propre à la Martinique, elle est un classique dans tous les pays, qu'ils soient laïques ou multiconfessionnels comme le Liban (Mermier, 2009). S'agissant de la Martinique, il resterait cependant à vérifier si ce conflit symbolique se manifeste avec d'autres religions ou s'il ne concerne que l'islam.

Certes, ces réticences et ces oppositions ne sont pas unanimes et de nombreux sites Internet font état d'opinions beaucoup plus favorables aux musulmans et à cette nouvelle mosquée (Kuczynski, 2008b). La nouvelle municipalité, élue en 2002, favorable à son achèvement, est cependant très vigilante à tous les éléments pouvant troubler la dynamique harmonieuse des quartiers, dans un milieu urbain saturé de lieux de cultes de toutes sortes²⁷.

Situation excentrée – reléguée selon certains musulmans – mais dans un lotissement résidentiel, concurrence symbolique avec les lieux de culte chrétiens,



La mosquée en construction, 2008 (cliché L. Kuczynski)

27. Dans certains quartiers, le volume sonore des chants évangéliques a suscité de nombreuses plaintes de riverains.

ampleur du projet qui en rend difficile le financement, dissensions parmi les musulmans : la mosquée en construction semble cumuler les paradoxes et les obstacles. Sans doute est-ce pour cette raison que le discours de ses promoteurs semble s'infléchir : elle deviendra un ancrage pour les générations musulmanes futures, un symbole de la présence de l'islam sur le territoire martiniquais, un « phare de l'islam dans la Caraïbe francophone », un « monument » pour la Martinique. Cependant le processus de patrimonialisation repose sur ce que L. Morisset (2009) appelle un « régime d'authenticité » fondé sur un équilibre entre trois rapports : celui que la société entretient avec le temps mais aussi avec l'espace et avec l'Autre. Les tensions qui viennent d'être décrites montrent que, concernant la mosquée, ce processus est loin d'être achevé.

Conclusion

Ce parcours de fondation montre combien était pionnier le projet d'édifier une mosquée à l'époque où le marabout imam l'a formulé. Dans le cadre de la Martinique, terre alors quasiment vierge d'islam, il est intéressant de constater que ce simple marabout guérisseur a retrouvé des fonctions du personnage bien connues dans l'histoire du Maghreb comme en Afrique de l'ouest : celles de défricheur et d'aménageur d'espaces religieux. Le premier temps de cette fondation se fait autour de ce leader charismatique, en des lieux peu marqués. Son désaveu, effet de la rivalité entre des groupes s'appuyant sur des ressources symboliques et matérielles différentes, conduit à une nouvelle structuration de l'islam en Martinique : désormais le pouvoir se dédouble et à l'autorité religieuse (l'imam) s'adjoint une autorité gestionnaire et financière qui devient décisive. La seconde étape, prévue dès l'origine mais alors peu réalisable, est la création d'un lieu matérialisant nettement la présence de l'islam sur le territoire martiniquais. Plus que cette dernière, c'est l'édification bien visible de la mosquée qui cristallise les sentiments d'altérité dans la population. Ainsi cette construction révèle la complexité et les paradoxes du tissu social et culturel martiniquais, de même qu'elle met en lumière les clivages et la fragilité de groupes musulmans très minoritaires.

Liliane KUCZYNSKI
IIAC – LAU
kuczynski@ivry.cnrs.fr

Bibliographie

- ADELKAH Fariba, MOUSSAOUI Abderrahmane, 2009, « Introduction », in Adelhah F., Moussaoui A., (dirs.), « Les mosquées. Espaces, institutions et pratiques », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 125, pp. 15-20.
- CALMONT André, DANIEL Justin, DESTOUCHES Didier *et al.*, 2008, *Histoire et mémoire des immigrations en régions. Martinique-Guadeloupe*, Dubost I. (responsable scientifique), rapport final, L'Acse, <http://barthes.ens.fr/clio/acsehmr/martrecit.pdf>

- DUBOST Isabelle, 2000, « Les “Syriens” martiniquais : une alternative identitaire exemplaire », in Bernabé J., Bonniol J.-L., Confiant R., L'Étang G., (dirs.), *Au visiteur lumineux. Des îles créoles aux sociétés plurielles. Mélanges offerts à Jean Benoist*, Petit-Bourg – Guadeloupe, Ibis rouge Éditions, pp. 277-289.
- GALEMBERT Claire de, 2004, « Le “oui” municipal à la mosquée à Mantes-la-Jolie : les faux-semblants de la reconnaissance de l'islam », in Gotman A., Assier-Andrieu L., (dirs.), *Villes et hospitalité : les municipalités et leurs étrangers*, Paris, Éditions de la MSH, pp. 383-407.
- GÉODE CARAÏBE, 2007, *Dynamiques migratoires de la Caraïbe*, Paris, Karthala, coll. « Terres d'Amérique », 6.
- GODARD Bernard, TAUSSIG Sylvie, 2007, *Les musulmans en France. Courants, institutions, communautés : un état des lieux*, Paris, Robert Laffont.
- KUCZYNSKI Liliane, 2007, « Mémoire et prégnance des lieux dans la structuration de l'islam en Martinique », *Théologiques*, 15-1, pp. 69-94.
- , 2008a, « L'islam en Martinique : entre universalisme et élaboration d'une mémoire antillaise », in Jewsiewicki B., Nimis E., (dirs.), *Expériences et mémoires*, Paris, L'Harmattan, pp. 171-187.
- , 2008b, « Négociations et affirmations d'une religion minoritaire. L'islam en Martinique », in Lamine A.-S., Lautman F., Mathieu S., (dirs.), *La religion de l'autre. La pluralité religieuse entre concurrence et reconnaissance*, Paris, L'Harmattan, coll. « Religions en questions/AFSR », pp. 163-174.
- L'Église martiniquaise et la piété populaire, XVII^e-XX^e siècles*, 2001, Catalogue de l'exposition organisée par les Archives départementales de la Martinique, février-mai 2001, Fort-de-France.
- MASSE Raymond, POULIN Véronique, 2000, « La place des Églises fondamentalistes dans la société et dans la culture martiniquaise », in Bernabé J., Bonniol J.-L., Confiant R., L'Étang G., (dirs.), *Au visiteur lumineux. Des îles créoles aux sociétés plurielles. Mélanges offerts à Jean Benoist*, Petit-Bourg – Guadeloupe, Ibis rouge Éditions, pp. 403-415.
- MERMIER Franck, 2009, « La mosquée Muhammad al-Amîn à Beyrouth : mausolée involontaire de Rafic Hariri », in Adelkah F., Moussaoui A., (dirs.), « Les mosquées. Espaces, institutions et pratiques », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 125, pp. 177-196.
- MORISSET Lucie K., 2009, *Des régimes d'authenticité. Essai sur la mémoire patrimoniale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Arts et société ».
- PROPP Vladimir, 1970, *Morphologie du conte*, Paris, Poétique/Seuil, coll. « Points ». [Morfologija skazki, 1969].
- WEBER Max, 1971, *Économie et société*, Paris, Plon.

Résumé

L'islam apparaît en Martinique à la fin des années soixante-dix. Les musulmans sont pour une bonne part d'origine étrangère, certains étant cependant installés dans l'île depuis plusieurs générations. Il faut y ajouter un nombre non négligeable de Martiniquais convertis. Le premier regroupement de ces musulmans a eu lieu sous l'impulsion d'un marabout charismatique. Dès les débuts, l'érection d'une mosquée a constitué un projet prioritaire. En 2010, ce bâtiment est en voie d'achèvement sans être encore fonctionnel.

L'histoire de ce lieu est un bon analyseur du fonctionnement du groupe, des tensions et clivages qui sont nés en son sein, des questions d'héritage et de leadership qui s'y sont posées. Par ailleurs, les multiples tractations avec les autorités administratives pour l'érection de cette mosquée, les opinions exprimées à son propos dans la population martiniquaise montrent le statut complexe d'une religion minoritaire encore peu connue dans une île multiculturelle régie par la laïcité.

Mots-clés : islam, mosquée, minorité religieuse, Fort-de-France, Martinique.

Abstract

The late 1970s saw the rise of a visible Muslim presence in Martinique. A large part of the Muslim population comes from foreign countries, some of them having settled in the island over several generations. But a few Martinicans also converted to Islam. All these Muslims first gathered together thanks to the dynamic leadership of a charismatic marabout. One of the major aims of the group has been, from the beginning, to build a mosque. In 2010, it is going to be completed, even though it is not yet used as a place of worship.

Tracing the history of this foundation is a useful way into understanding how the Muslim group functions; it highlights the tensions, divisions, legacy and leadership rivalry that the group has experienced. The manifold negotiations with the city and state administration as well as the opinions expressed in the Martinican population concerning the mosque demonstrate the complex position of a yet unknown minority in an island combining cultural diversity and religious neutrality.

Key words: islam, mosque, religious minority, Fort-de-France, Martinique.

Resumen

El Islam aparece en Martinica a fines de los años setenta. La mayoría de los musulmanes son de origen extranjero, algunos de ellos sin embargo estaban instalados en la isla desde hace varias generaciones. Es necesario agregar un número no despreciable de Martiniqueses convertidos. El primer agrupamiento de estos musulmanes tuvo lugar a partir de la iniciativa de un marabout carismático. Desde el principio, la erección de una mezquita constituyó un proyecto prioritario. En 2010, este edificio está siendo terminado sin funcionar aún.

La historia de este lugar es un buen analizador del funcionamiento de grupo, de las tensiones y clivajes que nacieron en su interior, de las preguntas de herencia y de liderazgo que se plantearon. Por otro lado, las múltiples negociaciones con las autoridades administrativas por la erección de esta mezquita, las opiniones expresadas sobre ella entre la población martiniquesa muestran el estatuto complejo de una religión minoritaria aún poco conocida en una isla multicultural regida por la laicidad.

Palabras clave: islam, mezquita, minoría religiosa, Fort-de-France, Martinica.